

ARRETE FIXANT LA LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCES AU GRADE D'ANIMATEUR TERRITORIAL PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Côte d'Or,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,
Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie B réunie le 30/04/2019,

CONSIDERANT LE NOMBRE DE RECRUTEMENTS INTERVENUS DANS LE CADRE D'EMPLOIS DANS LES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS AFFILIES AU CENTRE DE GESTION DE LA COTE D'OR : 2 RECRUTEMENTS ;
CONSIDERANT LA REPARTITION ENTRE ANIMATEUR ET ANIMATEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE : 1 NOMINATION POUR ANIMATEUR ET 1 POUR ANIMATEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE ;
CONSIDERANT QUE, PAR CONSEQUENT, 1 NOMINATION AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE EST POSSIBLE.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La liste d'aptitude au grade d'animateur territorial au titre de la promotion interne de l'année 2019 est établie comme suit :

MIGNARD CEDRIC

ARTICLE 2^{EME}

La date d'effet de cette liste d'aptitude est fixée au 30 avril 2019.

ARTICLE 3^{EME}

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Elle est valable pendant quatre ans à partir du 30 avril 2019 sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté à l'issue de la deuxième année et, le cas échéant, de la troisième année, fasse connaître son intention, un mois avant le terme, d'être maintenu sur la liste d'aptitude avant respectivement le 30 avril 2021 et le 30 avril 2022.

Après deux refus d'offre d'emploi dûment notifiée (recommandé avec accusé réception), transmise par une collectivité ou un établissement public au Centre de Gestion de la Côte d'Or, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

ARTICLE 4^{EME}

Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif (22 rue d'Assas – 21000 DIJON) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5^{EME}

Le Président du centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera :

- transmise à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- affichée au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte d'Or, sis 16-18 rue Nodot à Dijon,
- transmise à tous les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- notifiée à l'intéressé

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
BORGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

30 AVR. 2019



FAIT A DIJON, LE 30/04/2019/
LE PRESIDENT,

Michel RACHELARD



Transmis au représentant de l'État, le :